



Conseil économique et social

Distr. générale
18 février 2019
Français
Original : anglais

Session de 2019

26 juillet 2018-24 juillet 2019

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentations de candidatures,
confirmations et nominations**

Élection de huit membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones parmi les candidats présentés par les gouvernements

Note du Secrétaire général

1. La candidature des personnes dont les noms suivent a été proposée par le gouvernement de leur pays aux fins de leur élection à l'Instance permanente sur les questions autochtones* :

États d'Afrique

Vital Bambanze (Burundi)
Bornface Museke Mate (Namibie)
Alexis Nsabiyera (Burundi)
Jean Baptiste Sindayigaya (Burundi)

États d'Asie-Pacifique

Zhang Xiaolan** (Chine)

États d'Europe orientale

Grigory E. Lukiyantsev (Fédération de Russie)

États d'Amérique latine et des Caraïbes

Irma Pineda Santiago (Mexique)
Tarcila Rivera Zea** (Pérou)
Lourdes Licenia Tibán Guala** (Équateur)

États d'Europe occidentale et autres États

Tove Søvndahl Gant (Danemark)

2. On trouvera ci-après la notice biographique des candidats (voir annexe).

* Le mandat et le mode d'élection des membres de l'Instance permanente sont décrits dans le document [E/2019/9/Add.5](#), où l'on trouvera également la liste des candidats présentés par les gouvernements.

** Brigue un second mandat.



Annexe

Notices biographiques des candidats à l'élection à l'Instance permanente sur les questions autochtones*

Vital Bambanze (Burundi)

[Original : français]

Vital Bambanze membre de la Communauté Batwa du Burundi est né le 21 Juillet 1972 sur la Colline Shore, Commune Gitobe en Province de Kirundo.

Ancien Sénateur (2010-2015) du Burundi en tant que Représentant des Batwa dans cette Institution Nationale, Vital Bambanze est actuellement Directeur de l'Unissons- nous pour la Promotion des Batwa ; organisation créée par les Batwa pour les Batwa ; dont Vital est parmi les Membres Fondateurs en 1999.

Actuellement, Vital Bambanze fait partie aussi du Comité National pour la Réduction des Émissions Dues à la Dégradation des Forêts ainsi que la Conservation du Stock de Carbone REDD+ mis en place par Décret présidentiel n° 100/233 du 25 Novembre 2016.

Vital Bambanze a occupé diverses fonctions tant au niveau régional et international en tant que Représentant des Peuples Autochtones :

Depuis 2011 jusqu'en 2012 : Membre et Président du Mécanisme des Experts des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones.

De 2006 à 2016 : Président du Comité de Coordination des Peuples Autochtones d'Afrique (IPACC). Depuis la mise en place de l'Instance Permanente sur des Questions Autochtones il a participé à ses différentes sessions 2002-2017.

En 2003 : Conseiller auprès de la Banque Mondiale pour Représenter les Autochtones d'Afrique sur les petits fonds de la Banque Mondiale pour les organisations autochtones, mandat qu'il exerça jusqu'en 2006.

Au niveau de renforcement des capacités, Vital Bambanze a fait des formations en matière des questions foncières et par après il a été nommé par Décret Présidentiel pour être membre de la Commission Nationale Terres et Autres Biens (CNTB) ; une Commission ; en charge de la réhabilitation des personnes dont les biens et les terres avaient accaparés à cause des crises que le Burundi a connues depuis l'Indépendance jusqu'en 2007.

En matière des questions autochtones, Vital Bambanze a renforcé ses capacités auprès du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme à Genève en participant au Bourse de Stage Destinée aux Autochtones (Avril 2003-Octobre 2003).

Vital Bambanze a participé à des Sessions sur le Groupe de Travail sur les Populations Autochtones ainsi qu'aux Sessions du Groupe de Travail sur la Préparation du Projet de Déclarations des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones.

Au niveau de l'Afrique, Vital Bambanze était Membre et Président du Mécanisme des Experts des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones a participé et participe en cas de besoin aux Sessions de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Il participe également aux différentes Conférences des Parties sur les Changements Climatiques.

* La version originale des notices biographiques n'a pas été revue par les services d'édition.

Vital Bamanze a déjà fait deux publications :

- *Ethnic and Racial Minorities and Movement Towards Political Inclusion in East Africa: The Case of the Batwa in Burundi* ; écrit en collaboration avec Maître AMANI Jean Pierre ;
- *La vision du monde chez les Batwa du Burundi à travers les interdits liés à la poterie et aux étapes de la vie*. D'après une enquête menée dans les provinces de Bubanza et Kirundo ; Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de licence en Langues et Littératures Africaines.

Vital Bamanze parle et écrit facilement le Français, l'Anglais, le Kirundi et le Kiswahili.

Bornface Museke Mate (Namibie)

Formation

Avril 2010 : licence de droit, Université de Namibie

Domaines de spécialisation : droit pénal, droit de la procédure civile, droit des contrats, droit du travail, droit constitutionnel et droit des droits de l'homme.

Octobre 2011 : certificat délivré par l'Institute for Development And Empowerment In Africa (Ldea)

Domaines de spécialisation : conduite de réunions, établissement de procès-verbaux et rédaction en anglais.

Juillet 2012 : certificat délivré par l'International Centre for Training And Development In Southern Africa

Domaine de spécialisation : rédaction, juridique notamment.

Novembre 2004 : certificats HIGCSE et IGCSE de 12^e année, Caprivi Senior Secondary School

Matières : anglais, silozi, histoire, géographie, études du développement et gestion de l'environnement.

Expérience professionnelle

Depuis le 1^{er} août 2015 : planificateur du développement, Cabinet du Président.
Fonctions :

- Veiller à ce que les membres des communautés marginalisées (San, Ovatie et Ovatjimba) soient intégrés dans le système éducatif namibien à tous les niveaux.
- Mettre en œuvre des projets durables dans les régions où vivent les communautés marginalisées.
- Faire respecter les dispositions des instruments juridiques nationaux et internationaux relatifs aux droits des autochtones (communautés marginalisées vivant en Namibie).

Du 1^{er} août 2015 au 31 août 2016 : assistant personnel du Vice-Ministre, Division des communautés marginalisées. Fonctions :

- Établir les procès-verbaux de toutes les réunions organisées avec le Vice-Ministre
- Rédiger les discours du Vice-Ministre et établir son agenda
- Rédiger des documents juridiques, des mémorandums et l'ensemble de la correspondance, etc.
- Assurer des fonctions de liaison pour le Bureau du Vice-Ministre, le Bureau du Secrétaire permanent, l'ensemble des services de la Division, et les parties prenantes internes et externes
- Veiller au bon fonctionnement du Bureau du Vice-Ministre
- S'acquitter de toutes autres tâches qui pourraient lui être confiées.

Du 1^{er} novembre 2010 au 19 février 2015 : juriste, Ministère de la justice, Département des services juridiques et de la coopération internationale. Fonctions :

- Assurer la liaison avec le Ministère des relations et de la coopération internationales en matière de rédaction d'accords bilatéraux entre la Namibie et d'autres pays
- Établir les rapports de la Namibie sur l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et légaliser les documents publics étrangers
- Rédiger des avis juridiques à l'intention des administrations et des ministères par l'intermédiaire du bureau du Procureur général, notamment à l'occasion de déplacements à l'étranger pour représenter la Namibie à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies, entre autres fonctions.

Du 10 mars 2010 au 29 octobre 2010 : juriste nommé à titre temporaire, Ministère de la justice, Direction des services juridiques et de la coopération internationale, avec les fonctions suivantes :

- Assurer la liaison avec le Ministère des relations et de la coopération internationales en matière de rédaction d'accords bilatéraux entre la Namibie et d'autres pays
- Établir les rapports de la Namibie sur l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et légaliser les documents publics étrangers
- Rédiger des avis juridiques à l'intention des administrations et des ministères par l'intermédiaire du bureau du Procureur général, notamment à l'occasion de déplacements à l'étranger pour représenter la Namibie à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies, entre autres fonctions.

De décembre 2007 à janvier 2008 et de décembre 2009 à janvier 2010 : assistant judiciaire et assistant généraliste nommé à titre temporaire. Fonctions :

- S'occuper des questions de pension alimentaire et, parfois, des affaires portées devant la justice
- S'occuper d'enquêtes pré-nuptiales, du registre des aveux de culpabilité et des demandes d'autorisation de vendre des boissons alcoolisées.

Alexis Nsabiyera (Burundi)

[Original : français]

Mr. Nsabiyera Alexis est né en 1989 sur la colline Runyunza située à la commune et la province, Kirundo.

Il est le coordinateur de l'association, Union pour le Développement des Batwa du Burundi (U.D.B.B).

Il a fait ses études à l'école primaire de Rukuramigabo, ses études secondaires au Collège communal de Rukuramigabo, puis au Lycée Kirundo, et enfin, au Lycée Jabe, où il a obtenu un Diplôme des Humanités Générales et un Diplôme d'État en 2015.

Depuis 2010, il participe activement à des activités de sensibilisation pour inciter les enfants Batwa à aller à l'école. En 2018, il a initié aussi des actions de sensibilisation auprès des jeunes Batwa pour leur enrôlement dans les institutions de corps de Défense Nationale et de la Sécurité Publique.

Mr. Nsabiyera a supervisé les formations sur la lutte contre la malaria et la tuberculose destinées aux Batwa dans les provinces de Ruyigi, Bujumbura rural (en 2018), et de Kirundo (en 2017).

Mr. Nsabiyera était Observateur national lors du référendum de 2018. Il a été très actif lorsqu'il s'est agi de revendiquer des places réservées aux candidats militaires Batwa, à la suite des tricheries en 2018. Il a mené des activités de sensibilisation auprès des populations Batwa pour les inciter à participer aux élections législatives et présidentielles de 2015 au Burundi.

En 2018, il a participé à une formation sur la protection des victimes, des témoins et autres personnes en situation de risques destinée aux avocats et autres acteurs de la société civile à Bujumbura. En 2017, il a suivi une formation sur les droits de l'homme et la résolution pacifique des conflits dans la province de Ngozi.

Jean Baptiste Sindayigaya (Burundi)

[Original : français]

Né le 25/12/1982, Jean Baptiste Sindayigaya est l'un des leaders de la Communauté Batwa autochtone du Burundi originaire de la province de Kirundo. Jean Baptiste Sindayigaya est représentant des Batwa dans la Commission Nationale des Terres et Autres Biens (CNTB). Mr. Sindayigaya est Président et Représentant Legal de l'Union des Jeunes Autochtones pour le Développement Communautaire (UJEDECO), une ONG créée en 2009 par les jeunes autochtones dans le but de défendre les intérêts des Batwa dont il est l'un des membres fondateurs. Il est l'initiateur des mariages légaux dans la communauté Batwa du Burundi depuis 2007.

Mr. Sindayigaya est personne-ressource du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. En 2014, il était membre du Comité national pour l'élaboration de la note conceptuelle pour la demande de subvention au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour la période 2018-2020.

Mr. Sindayigaya a occupé diverses fonctions au Burundi. Depuis 2012, il est membre de la Commission Nationale des Terres et Autres Biens (CNTB). De Juin 2012 au Février 2013, il était l'Assistant de la Délégation Provinciale de la CNTB à NG0Z1. De Février 2013 à Avril 2014, il était l'Assistant de la Délégation Provinciale de la CNTB à Makamba. D'Avril 2014 à 2016, il était le Président de la Délégation Provinciale de la CNTB à BUJUMBURA. De Mai 2016 à 2018, il était l'Assistant de la Délégation Provinciale de Muyinga, Cankuzo, Kayanza et Muramvya. Il est membre fondateur et Président de l'ONG UJEDECO (Union des Jeunes Autochtones Pour le Développement Communautaire). En 2003, il était Commissaire chargé de l'Appui à la vulgarisation des textes de lois relatifs aux droits de l'homme et aux droits des citoyens. En 2012, il était membre du Comité Technique de la Concertation Nationale de la Société Civile sur les États Généraux en collaboration avec le Gouvernement du Burundi.

Il a participé à la formation « GUKINGIRWA KU RUGERO RUMWEIMBERE Y'AMATEGEKO »-« GUSHIGIKIRA AMASHIRAHAMWE » ; à la formation des Observateurs Nationaux des Droits de l'Homme forme par l'Office du Haut-Commissaire des Droits de l'Homme au Burundi avec l'appui financier de l'Union Européenne de 2005 à 2007 ; à la formation « Action - Gestion Comptable et financier des Associations » du 29/03 au 02/04/2010) ; à la formation « Action - Gestion Comptable des Associations » du 12 au 16/04/2010 ; « Caravane Transafricaine d'Espoir sur le changement climatique » du 09/09 au 14/12/2011 à Durban en Afrique du Sud ; à la formation de base sur « l'APA et les Droits de Propriété Intellectuelle » à Bujumbura du 13 au 14 Juin 2012 ; à l'African Regional Indigenous and Local Community preparatory meeting for the eleventh meeting of the conference of the parties' to the CBD à Bujumbura du 9 au 12 Juin 2012 ; au forum international des peuples autochtones de l'Afrique Centrale à Inpfondo (République du Congo) du 10 au 22 Février 2014 ; au 1st East African Community (EAC) Youth Conference ('The EAC Youth: Think. Speak. Participate') du 5 au 6 Décembre 2014 à Arusha (Tanzanie) ; à la formation sur les peuples autochtones et tribaux de Turin en Italie ; et au cours sur le Droit et Développement du 13 au 17 avril 2014 et 2015. De Janvier 2017 au Juin 2017, il était l'organisateur des ateliers de formation des leaders Batwa à travers toutes les provinces du Burundi sur le thème de la lutte contre le paludisme au Burundi, financé par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Zhang Xiaoan (Chine)

Née en novembre 1953 dans la province du Jiangsu (Chine).

Formation

Diplômée de l'Université du Zhejiang

Diplômée de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève.

Expérience professionnelle

Depuis décembre 2017	Membre à titre d'experte de l'Instance permanente sur les questions autochtones
Depuis janvier 2014	Membre du Conseil d'administration de l' <i>United Nations Association of China</i>
Mai 2010-janvier 2014	Vice-Présidente et Directrice générale de l' <i>United Nations Association of China</i>
Février 2005-mars 2010	Conseillère, Ambassade de Chine en Israël
Juin 2003-février 2005	Directrice générale adjointe de l' <i>United Nations Association of China</i>
Mars 1999-avril 2003	Conseillère, Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies
Mai 1996-mars 1999	Première Secrétaire, Département des organisations internationales et des conférences, Ministère des affaires étrangères
Mai 1992-mai 1996	Deuxième Secrétaire, Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies
Juin 1985-mai 1992	Troisième Secrétaire, Département des organisations internationales et des conférences, Ministère des affaires étrangères (a étudié à l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève, de 1988 à 1991)

Grigory E. Lukiyantsev (Fédération de Russie)

Né le 1^{er} mars 1972 dans l'État de Washington (États-Unis d'Amérique). Titulaire d'un diplôme avec mention de la Faculté de droit international de l'Institut des relations internationales de l'Université de Moscou, Moscou (Fédération de Russie) (1994), et d'un doctorat en droit international (1998).

Travaille depuis 1994 dans le service diplomatique de la Fédération de Russie, où il a occupé des postes tant au siège (Département de la coopération humanitaire et des droits de l'homme) qu'à l'étranger. A été en poste à la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales à Genève (1997-2001) et à la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (2007-2013, conseiller principal et chef de la Division des droits de l'homme et des questions sociales et représentant suppléant auprès du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies).

Fonctions actuelles : Directeur adjoint du Département de la coopération humanitaire et des droits de l'homme du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie ; Agent de la Fédération de Russie devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Application de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme* et dans l'affaire *Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* ; membre du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ; Vice-Président du Groupe de rédaction sur la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme du CDDH.

Membre des délégations de la Fédération de Russie auprès d'un grand nombre d'instances multilatérales, notamment l'Assemblée générale des Nations Unies (représentant suppléant auprès de la Troisième Commission entre 2003 et 2018), le Conseil des droits de l'homme, la Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, le Groupe de travail sur les populations autochtones, le Groupe de travail sur une instance permanente pour les populations autochtones, l'Instance permanente sur les questions autochtones, le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et son Comité permanent, la Conférence ministérielle de la Communauté des démocraties et le Forum de l'Alliance des civilisations, les réunions du Conseil ministériel de l'OSCE, les Réunions sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine de l'OSCE (chef adjoint de délégation entre 2013 et 2018). A participé au processus de négociation du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

A suivi une formation aux droits de l'homme au Conseil de l'Europe et au Centre danois pour les droits de l'homme.

A participé en qualité d'instructeur à des sessions de formation au fonctionnement des instances de l'Organisation des Nations Unies chargées des droits de l'homme, organisées par le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix (Tadjikistan), l'UNICEF (Arménie) et l'OSCE (Ouzbékistan). A donné des conférences sur les droits de l'homme devant le « Groupe des Amis des droits de l'homme » à l'Institut des relations internationales de l'Université de Moscou et devant les chefs et chefs adjoints de mission diplomatique sur le départ à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

A aidé en tant que consultant un certain nombre d'étudiants à rédiger des thèses de doctorat portant en particulier sur les questions liées à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et à la protection des minorités nationales et des peuples autochtones, notamment des études comparatives entre les instruments universels et

régionaux relatifs aux droits de l'homme, par exemple entre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux (Convention n° 169 de l'OIT). Est l'auteur de deux ouvrages et de plus de 20 articles sur la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme.

A participé en qualité d'expert à des séminaires et conférences universitaires portant sur la protection et la promotion des droits de l'homme tant dans la Fédération de Russie qu'à l'étranger (États-Unis, Suisse, Belgique, Chine, Brésil, Royaume-Uni) et ayant mis particulièrement l'accent sur la surveillance et le contrôle du respect des droits de l'homme, les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et leur renforcement, le dialogue entre les cultures et les civilisations, la réforme du dispositif des Nations Unies pour les droits de l'homme, et la culture orientale et l'évolution des droits de l'homme.

Irma Pineda Santiago (Mexique)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance

Juchitán, État de Oaxaca. 30 juillet 1974

Formation

- | | |
|-----------|---|
| 1991-1996 | Licence en communication, Université autonome de l'État de Mexico (UAEM), Toluca, État de Mexico. |
| 2010-2012 | Maîtrise en éducation et diversité culturelle, Université pédagogique nationale (UPN). |

Titulaire d'un diplôme de communication sociale et d'administration publique (Institut d'administration publique (INAP)) ; a également suivi une formation et participé à des ateliers sur l'éducation, le rôle de dirigeantes chez les femmes, la diversité culturelle et les langues et cultures autochtones organisés par l'Institut sur le leadership *Simone de Beauvoir*, A.C., l'Université José Vasconcelos (UNIVAS) et l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM).

Expérience professionnelle

Expérience universitaire

Université pédagogique nationale, Unité 203. Cd. Ixtepec, Oaxaca. Depuis 2010.

- Préparation à la licence en éducation préscolaire et primaire pour les enfants autochtones (LEPEPMI).
- Préparation à la licence en accompagnement éducatif (LIE), option « Interculturalité ». Université nationale autonome du Mexique (UNAM)

Programme universitaire d'étude de la diversité culturelle et de l'interculturalité (PUIC).

- Professeur titulaire dans le cadre du projet d'enseignement intitulé « México Nación Multicultural » (Le Mexique, nation multiculturelle) (de 2010 à 2018).
- Créatrice d'un programme en ligne sur le thème « Femmes autochtones ».
- Professeur suppléant en éducation autochtone et en littérature en langues autochtones et de femmes autochtones (de 2005 à 2010).

Animatrice du Festival international de poésie Carlos Montemayor « Les langues d'Amérique » (2010-2016)

- Université Vasconcelos, campus de l'isthme de Tehuantepec, État de Oaxaca. De 2007 à 2011.
- Préparation à la licence en éducation.
- Préparation à la licence en communication.

École normale supérieure fédérale de Oaxaca (ENSFO), Sede Juchitán. Juchitán, État de Oaxaca. De 2004 à 2010

- Préparation à la licence d'espagnol

Expérience institutionnelle

Depuis 2018	Chambre des députés, conseillère en éducation, science et culture (GP Morena). Ville de Mexico.
De 2007 à 2011	Institut national des langues autochtones (INALI), chargée de liaison régionale pour l'isthme de Tehuantepec
De 2007 à 2009	Institut culturel de Veracruz (IVEC), conseillère pour le programme de formation des écrivains en langues autochtones.
De 2001 à 2004	Direction générale des cultures populaires et autochtones ; chef du Département de développement culturel communautaire ; chef du Département de diffusion des cultures autochtones ; ville de Mexico.
De 2000 à 2001	Responsable d'édition graphique au journal <i>La Jornada</i> . Ville de Mexico.
De 1996 à 2000	Sénat ; coordination de la communication sociale et des relations publiques ; chef de l'information ; ville de Mexico.

Publications

Coauteure des livres suivants :

- *Sombra Roja. Diecisiete poetas mexicanas*. (Vaso Roto Ediciones, 2016)
- *Oralidad y escritura. Experiencias desde la literatura indígena* (Direction générale des cultures populaires, 2014)
- *Rigo es amor: una rocola a 16 voces* (Éd. Tusquets, 2013. Coordonné par Cristina Rivera-Garza)
- *De la Oralidad a la Palabra Escrita. Estudio sobre el rescate de las voces originarias del Sur de México* (Colegio de Guerrero A.C, 2012)
- *Cosmovisión y Literatura de los Binigula'sa* (Université de l'isthme, 2011)
- *Verba Manent* (Université de Sienne (Italie), 2011)
- *Nuestras Lenguas* (Direction générale de l'éducation autochtone, 2004)

Recueil de poèmes :

- *Naxiña' Ruilui'ladxe' – Rojo Deseo* (Pluralia Ediciones, 2018)
- *Guié'ni zinebe – La Flor que se llevó* (Pluralia Ediciones, INBA-CONACULTA, 2013)
- *Doo yoo ne ga'bia' – De la Casa del Ombligo a las Nueve Cuartas* (CDI, 2009)
- *Xilase qui rié di' sicasi rié nisa guiigu' – La nostalgia no se marcha como el agua de los ríos* (ELIAC, 2008),
- *Xilase Nisado' – Nostalgias del Mar* (SEP, col. Espejo de Urania, 2006)
- *Ndaani' Gueela' – En el Vientre de la Noche* (Casa de la Cultura de Juchitán/ Fundación Cultural de Trabajadores de Pascual y del Arte A.C. ; La Tibia de Rocinante, 2005)
- *Huhuexochitlajtoli – Diidxaguie' yooxho' – Viejos Poemas* (en collaboration avec Mardonio Carballo, 2006).

Distinctions et bourses

- Éloges rendus par la Chambre des députés de l'État de Oaxaca pour la contribution à l'édification d'une société plus égalitaire, dans le cadre de la Journée internationale des femmes. Oaxaca, État de Oaxaca. Mars 2013.
- Système national des créateurs d'art du Mexique. CONACULTA-FONCA, bourse de création littéraire pour la période 2013-2015.
- En résidence au Centre Helen Riaboff Whiteley de l'Université de Washington, États-Unis. 2013.
- Programme de jeunes créateurs du FONCA (Fonds national pour la culture et les arts). Période 2008-2009. Bourse de création littéraire. Mexique.
- Programme d'appui aux écrivains en langues autochtones. FONCA. 2000 et 2005. Bourse de création littéraire. Mexique.
- En résidence au Banff Centre of the Arts (Programme international de traduction littéraire). Alberta, Canada, 2004.
- En résidence à la Casa de Arte y Cultura Calles y Sueños. Chicago, Illinois, États-Unis. 1998.

Tarcila Rivera Zea (Pérou)

[Original : espagnol]

Tarcila Rivera Zea est l'une des militantes autochtones les plus reconnues au Pérou et dans le monde. Voilà plus de 30 ans qu'elle défend les droits autochtones dans le cadre de son organisation, CHIRAPAQ, et d'autres réseaux et institutions dont elle est membre.

Son parcours hors du commun et sa précieuse contribution à la promotion et à la défense des cultures et des peuples autochtones lui ont valu des distinctions et des éloges de la part de l'UNICEF, de la Fondation Ford, de la Fundación Fuego Sagrado et du Ministère péruvien de la culture.

Elle a été nommée membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones pour la période 2017-2019.

Sa vie, des montagnes du Pérou aux Nations Unies

Née dans l'un des départements les plus pauvres du Pérou, Ayacucho, Rivera Zea fait l'expérience concrète de la discrimination et du déracinement auxquels font face les migrants autochtones. À l'âge de 10 ans, elle arrive dans la capitale du pays, où elle travaille comme employée de maison.

Dans les années 70, elle a travaillé au Ministère de la culture comme secrétaire spécialisée en archivistique et bibliothécaire, en poursuivant des études au Vatican et en Argentine. Dans les années 80, elle a travaillé comme journaliste pour la revue 'Pueblo Indio', pour laquelle elle recueille les témoignages de femmes autochtones violées pendant le conflit armé interne. En reconnaissance de son travail, elle est invitée à suivre une formation spécialisée dans le domaine des droits de l'homme à l'Institut d'études sociales de La Haye (Pays-Bas) et au Centre international d'éducation aux droits humains (Equitas) de Charlottetown (Canada).

Elle est associée depuis 1987 à l'élaboration de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et à la création de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Elle participe également aux conférences des Nations Unies sur la femme et aux travaux d'autres instances, d'où elle contribue à l'élaboration de politiques visant à autonomiser les femmes autochtones et à améliorer leur visibilité.

En 2012, ONU-Femmes l'invite à devenir membre de son Groupe consultatif mondial de la société civile.

Son organisation et son rôle international

Elle est fondatrice et directrice exécutive du Centre des cultures autochtones du Pérou (CHIRAPAQ). Cette association promeut l'affirmation de l'identité culturelle et encourage la formation de femmes et de jeunes meneuses autochtones, nombreuses à exercer aujourd'hui des fonctions publiques dans leurs communautés et administrations locales. Depuis 2014, CHIRAPAQ est doté du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

Rivera Zea a également fondé le Réseau des femmes autochtones des Amériques (ECMIA) et le Forum international des femmes autochtones (FIMI), réseaux qui encouragent l'esprit d'initiative et la participation politique de millions de femmes autochtones partout dans le monde.

Lourdes Licenia Tibán Guala (Équateur)

[Original : espagnol]

Formation

Université centrale de l'Équateur

Docteure en droit et avocate auprès des tribunaux de la République.

Maîtrise en sciences sociales, avec spécialisation en affaires autochtones, 1998-2001, délivrée par la Faculté latinoaméricaine de sciences sociales.

Maîtrise en économie, avec spécialisation en décentralisation et développement local, 2003-2004, délivrée par l'Université des Amériques (Équateur).

Maîtrise en droit constitutionnel, 2010-2013, délivrée par l'Université régionale autonome des Andes.

Formation intitulée « Droits de l'homme et développement des peuples autochtones d'Amérique latine » (Mexico – CIESAS), 1998.

Formation intitulée « Droits des peuples autochtones. Institut de perfectionnement en droit des peuples autochtones, Faculté de droit de l'American University, Washington, D.C.

Expérience professionnelle

- Membre à titre d'expert de l'Instance permanente sur les questions autochtones pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, période 2017-2019, en fonction.
- Membre de l'Assemblée nationale de la République de l'Équateur 2013-2017 (vote populaire).
- Membre de l'Assemblée provinciale de la République de l'Équateur, province de Cotopaxi 2009-2013 (vote populaire)
- Secrétaire exécutive nationale du Conseil de développement des nationalités et peuples de l'Équateur (CODENPE), avec rang de Ministre d'État 2005-2009.
- Membre de la Commission d'éthique du Mouvement d'unité plurinationale Pachakutik.
- Vice-Présidente du Mouvement autochtone et paysan de Cotopaxi (MICC).
- Cadre d'éducation de l'UNOCAM à Mulalillo.
- Technicienne auprès de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), « Équipe juridique ». Novembre 1998-juin 1999.
- Présidente des femmes de la commune de Chirinche Bajo, 1987.

Publications

El Movimiento Indígena del Ecuador y su Participación Política. *Revista de la Cultura de Anáhuac*. No. 99, Mexico 1998.

Auteure du livre "Estado Intercultural, Plurinacional y Derechos Colectivos en el Ecuador" No. 034323, octobre 2010

Autobiographie "Yo soy Lourdes Tibán, La misma de siempre", 2016.

Neoconstitucionalismo y Pluralismo Jurídico en el Ecuador (en cours de publication).

Décorations et citations

Citations : Premier prix latinoaméricain « Mejor Historia De Vida – Testimonio Escrito » : II^e Concours latinoaméricain : Femmes Images et témoignages, octobre 2002.

Remise d'une « Venus de Valdivia » par le Ministère équatorien des relations extérieures, 2003, en reconnaissance de son travail sur la femme dans l'espace public.

Femme « Exemple à suivre ». Assemblée paroissiale de Mulalillo, 2005.

Meilleur fonctionnaire avec rang de Ministre d'État. Décoration remise par le Président de la République, M. Alfredo Palacio, en 2006.

Décoration remise par le Gouvernement autonome décentralisé du canton de Salcedo à M^{me} Lourdes Tibán pour avoir, en tant que législatrice, élevé la qualité de la représentation politique à l'échelon national (Salcedo, 19 septembre 2017).

Tove Søvndahl Gant (Danemark)

Née le 30 mai 1959 à Qaqortoq, Groenland.

M^{me} Søvndahl Gant possède des connaissances très étendues en matière de promotion des droits de l'homme, notamment des droits des peuples autochtones, et du développement durable s'appuyant sur la diplomatie internationale et la coopération pour le développement. En tant que fonctionnaire du gouvernement du Groenland et en étroite collaboration avec le Gouvernement danois, elle accompagne tous les principaux processus des Nations Unies concernant les peuples autochtones depuis près de 30 ans. Dans les premières années d'activité du « Conseil de l'Arctique », organe intergouvernemental, elle a également été Secrétaire exécutive de son Secrétariat des peuples autochtones et a ainsi facilité la participation des organisations des peuples autochtones de l'Arctique aux travaux de ce Conseil en ce qui concerne la protection de l'environnement et le développement durable de l'Arctique.

M^{me} Søvndahl Gant est actuellement, et jusqu'en 2020, détachée auprès de la Division des droits de l'homme du Service européen pour l'action extérieure à Bruxelles. Responsable des questions relatives aux droits des peuples autochtones, elle est également chargée de divers autres dossiers concernant les droits de l'homme, notamment la lutte contre le racisme et la xénophobie, la non-discrimination, les droits des personnes handicapées, et les droits de l'homme et l'environnement.

Formation

Conseillère politique, diplôme *Cand. Mag* (maîtrise)

Expérience professionnelle

Depuis 2014	Conseillère politique – détachée par le Ministère danois des affaires étrangères auprès de la Division des droits de l'homme du Service européen pour l'action extérieure à Bruxelles (Belgique). Elle s'occupe notamment des droits des peuples autochtones
2007-2014	Chef de la représentation du Groenland à Copenhague (Danemark)
2004-2007	Experte nationale détachée auprès de l'Office de coopération EuropeAid de la Commission européenne (DEVCO) à Bruxelles (Belgique). A participé à la gestion des programmes de financement des droits de l'homme et à la fourniture d'un appui de qualité en ce qui concerne les droits des peuples autochtones et les autres questions concernant les droits de l'homme dans le cadre des programmes relatifs aux droits de l'homme et aux activités générales de coopération pour le développement de l'Union européenne
2001-2004	Conseillère principale auprès du gouvernement du Groenland, au bureau du Danemark (elle relevait directement du Département des affaires étrangères, à Nuuk, Groenland). Chargée des dossiers concernant le développement durable, les droits de l'homme et les droits des peuples autochtones, ainsi que les questions de développement, par rapport au Conseil des ministres des pays nordiques, au Conseil de l'Arctique et à l'Organisation des Nations Unies

1997-2001	Secrétaire exécutive du Secrétariat des peuples autochtones du Conseil de l'Arctique, à Copenhague (Danemark)
1996-1997	Conseillère auprès de la représentation du gouvernement du Groenland au Danemark. Chargée des relations publiques et des droits de l'homme/droits des peuples autochtones, et de la liaison avec le Gouvernement danois, les organisations non gouvernementales et les organisations des peuples autochtones, l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation internationale du Travail et l'Union européenne, ainsi que d'autres organisations internationales et régionales
1994-1996	Chef du « Bureau des affaires internationales » alors créé depuis peu (devenu le Département des affaires étrangères) du gouvernement du Groenland, à Nuuk (Groenland)
1990-	Fonctionnaire du gouvernement du Groenland

Affiliations (pour des raisons de place, seules les plus pertinentes sont énumérées)

2010-2019	Membre et Vice-Présidente du Conseil d'administration d'UArctic, l'Université de l'Arctique (www.uarctic.org)
2008-2012	Présidente du Conseil d'administration d'Ilisimatusarfik, l'Université du Groenland
2000-2001	Membre d'une équipe d'experts autochtones internationaux nommés par le Ministère danois des affaires étrangères/Danida (Agence danoise de développement international) pour examiner l'appui du Danemark aux peuples autochtones
1996-2002	Membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones (Genève). M ^{me} Søvndahl Gant était de ce fait membre du Groupe consultatif pour la Décennie internationale des populations autochtones et du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones
1996-1997 et de mai 2002 à 2004	Membre du Conseil pour la coopération internationale en matière de développement – organe consultatif auprès de la Danida

Langues

Groenlandais, danois et anglais, connaissance rudimentaire du français et de l'allemand.